

## **Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie en date du 25 avril 2017 sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions techniques de raccordement à ces réseaux**

### **Observations de la FNCCR sur la consultation de la CRE du 21 juillet 2016**

En préambule, la FNCCR rappelle qu'elle exprime le point de vue de ses membres exerçant les compétences d'autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE) d'électricité et/ou de gaz ou ayant la nature d'entreprises publiques ou coopératives de distribution d'électricité.

La FNCCR note que la consultation porte sur les raccordements réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des GRD. Les considérations ci-après sont faites en en tenant compte.

#### **Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie**

**Question 1 :** *Quelle est votre position sur l'indication de l'emplacement du coupe-circuit principal individuel (CCPI) dans la définition de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionné dans l'exposé des motifs de l'article 2 du projet d'arrêté ?*

La FNCCR considère que l'emplacement du CCPI doit être déterminé par le demandeur du raccordement s'il ne figure pas sur le plan masse du dossier de demande de permis de construire. En effet, la minimisation des coûts vise à son avis l'extension et le tronçon a du branchement tel que défini à l'article 3.2.6.1 de la norme NF C 14-100, dit « liaison au réseau » soit à l'amont du CCPI. En effet, du point de vue de l'urbanisme, la limite entre les ouvrages publics des réseaux de distribution en domaine public et les installations intérieures est défini par le porteur de projet et validé par l'autorisation d'urbanisme.

La FNCCR trouverait paradoxal que la partie privative du branchement soit intégré au périmètre de la minimisation des coûts pour une installation individuelle alors que ce n'est pas le cas pour les installations collectives puisque la desserte intérieure est généralement conçue par le lotisseur ou l'aménageur lui-même.

**Question 2 :** *Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?*

La FNCCR est favorable à l'introduction de l'ORI dans l'offre de raccordement du GRD. Elle note toutefois que dans l'exposé des motifs de l'article 3 du projet d'arrêté, celle-ci a pour objectif de réduire les coûts et les délais de raccordement en contrepartie d'une limitation de la puissance d'injection pour un producteur, précision essentielle qui ne figure pourtant pas dans la rédaction de l'arrêté proposé. La FNCCR souhaite que le GRD ne propose d'ORI que si celle-ci présente un coût inférieur à l'ORR ou des délais de réalisation réduits, que la limitation de la

puissance concerne un producteur ou un consommateur. La FNCCR s'étonne par ailleurs qu'aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> alinéas de l'article 11 du projet d'arrêté, il ne soit explicité l'application de la réfaction tarifaire que pour « une ORI dont les coûts sont inférieurs à l'ORR », laissant supposer d'une part qu'une ORI peut avoir des coûts supérieurs à l'ORR et d'autre part que dans ce cas il n'y a pas de réfaction, pas même plafonnée à celle qui aurait été appliquée si l'ORR était retenue.

**Question 3 :** *Êtes-vous favorable à la modulation des délais d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement, mentionnés à l'article 8 du projet d'arrêté ?*

La FNCCR est opposée à la proposition de la CRE sur les modalités d'entrée en vigueur des nouveaux barèmes. En effet elle considère que celles-ci auraient un effet rétroactif sur les demandes de raccordement formulées avant l'émission des premières PTF établies en application de ces nouveaux barèmes, ce qui n'est pas équitable qu'il s'agisse de dispositions législatives ou de dispositions réglementaires telles que les barèmes de raccordement des GRD.

**Question 4 :** *Que pensez-vous de la possibilité, laissée à certains gestionnaires de réseaux de distribution desservant moins de cent mille clients, de sortir des formules de coûts simplifiées tout en le justifiant, mentionnée à l'article 10 du projet d'arrêté ?*

La FNCCR est favorable à ce qu'un GRD desservant moins de 100 000 clients puisse sortir des formules de coûts simplifiés dans le cas où le nombre de raccordement qu'il réalise ne permet pas la forfaitisation des coûts, à condition que le nombre minimal requis pour permettre la forfaitisation soit fixé par l'arrêté.

**Question 5 :** *Quelle est votre position sur les exceptions temporaires sur devis, limitées à deux ans, qui sont l'objet de l'article 12 du projet d'arrêté ?*

Sur le principe, la FNCCR est favorable à la facturation temporaire sur devis. Toutefois, elle demande que les dispositions législatives et réglementaires générales qui en sont la cause soient portées à la connaissance des associations représentatives des AODE et mentionnées sur le site internet des GRD et que les dispositions réglementaires locales soient portées à la connaissance des AODE concernées et mentionnées sur le site internet des GRD concernés.

**Par ailleurs,** la FNCCR s'étonne de la définition du champ d'application de l'arrêté objet de l'article 1. D'une part l'exclusion des installations de production ENR ne semble pas justifiée. En effet, l'article L342-8 du code de l'énergie concerne tous les raccordements réalisés sous maîtrise d'ouvrage des GRD, qu'il s'agisse de raccorder des consommateurs ou des producteurs ; quant au schéma régional de raccordement aux réseaux de la production ENR prévu à l'article L321-7 du même code, il établit un périmètre de mutualisation des postes du réseau public de transport, des postes de transformation entre les réseaux publics de distribution et le réseau public de transport (« postes sources ») et des liaisons de raccordement de ces postes au réseau public de transport. Rien ne s'oppose donc à ce que les principes généraux fixés par l'arrêté concernent la contribution appelée pour les ouvrages de distribution hors « postes sources ». D'autre part, le raccordement d'un réseau public à un autre est exclu sans explication alors que la question du raccordement des réseaux fermés, qu'ils soient publics ou privés, n'est pas évoquée. La FNCCR demande que tous les cas de figure de raccordement soient décrits et convenablement traités.

La FNCCR demande que le bilan financier notifié par les GRD soit transmis également aux associations représentatives des AODE. La FNCCR demande également que ce bilan financier soit systématiquement produit à l'appui de toute modification du barème.

La FNCCR demande encore que les PTF relatives aux raccordements collectifs des ZAC, traités de l'article 13 du projet d'arrêté, soient assorties d'une durée de validité cohérente avec l'horizon temporel de la réalisation de l'aménagement concerné. En effet, ces aménagements sont généralement scindés en plusieurs phases, la durée totale pouvant aller jusqu'à une dizaine d'années. La PTF initiale, déterminante pour la faisabilité de la ZAC et pesant lourdement sur son montage financier, doit donc être maintenue sur une plus grande durée que les PTF des raccordements individuels, ceux-ci étant rarement étalés sur plusieurs phases.

La FNCCR demande enfin que les modifications ultérieures du raccordement à la demande de l'utilisateur, objets de l'article 14 du projet d'arrêté, soient traitées en tout point comme de nouvelles demandes, l'article 11 ne visant que les dérogations. En effet, de telles demandes peuvent faire suite à une modification de l'autorisation d'urbanisme, ce qui emporte notamment les dispositions de l'article 10.

## **Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie**

**Question 6 :** *Que pensez-vous des définitions de l'opération de raccordement et de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionnées à l'article 2 du projet d'arrêté ? Êtes-vous notamment favorable à définir l'ORR de la même façon que l'arrêté relatif au raccordement sur les réseaux publics de distribution le fait, à savoir comme étant l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur (périmètre de l'extension), et non pas celle qui minimise la somme des coûts globaux de raccordement (périmètre de l'extension et du renforcement) ?*

La FNCCR est favorable à la définition de l'ORR figurant à l'article 2 du projet de d'arrêté relatif au GRT.

**Question 7 :** *Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?*

La FNCCR est favorable à la définition de l'ORI figurant à l'article 2 du projet de d'arrêté relatif au GRT. Toutefois elle demande que soit explicité dans l'arrêté le fait que le GRT ne propose d'ORI que si celle-ci présente des coûts inférieurs ou des délais réduits par rapport à ceux de l'ORR.

**Question 8 :** *Êtes-vous favorable à l'encadrement des méthodes de calcul proposé par la CRE, notamment les articles 4 à 8 du projet d'arrêté ?*

La FNCCR est favorable aux dispositions des articles 4 à 8 du projet d'arrêté sauf en ce qui concerne les modalités d'entrée en vigueur du barème figurant à l'article 8. En effet elle considère que celles-ci auraient un effet rétroactif sur les demandes de raccordement formulées avant l'émission des premières PTF établies en application de ces nouveaux barèmes, ce qui n'est pas équitable aussi bien pour les dispositions législatives que pour les dispositions réglementaires telles que les barèmes de raccordement du GRT.

**Sur le projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique**

*Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la modification des prescriptions techniques de raccordement ?*

La FNCCR est favorable aux dispositions du projet d'arrêté.

**Sur l'encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité**

*Question 10 : Êtes-vous favorable à un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité la collectivité en charge de l'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une contribution au titre des ouvrages d'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?*

*Question 11 : Pour l'encadrement de cette relation, considérez-vous que doivent être modifiés : le code de l'énergie, le code de l'urbanisme, et/ou les cahiers des charges de concession ?*

*Question 12 : Avez-vous des propositions dans le but de définir un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité et la collectivité en charge de l'urbanisme lorsqu'elle est redevable d'une contribution au titre de l'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?*

La FNCCR est favorable à un éclaircissement de l'articulation entre le code de l'énergie et du code de l'urbanisme dans la relation entre l'autorité compétente pour la perception des contributions d'urbanisme et le GRD, depuis l'instruction des demandes de certificat d'urbanisme à la facturation de la contribution qui lui est due par celle-là, en passant par l'instruction des demandes de permis de construire, lotir ou aménager, en particulier en ce qui concerne l'évaluation puis la fixation de cette contribution. En effet, quelles que soient les ressources mobilisées par cette autorité pour financer cette dépense, elle doit en avoir une visibilité compatible avec les règles des finances et de la comptabilité publique, comme le prévoit le droit positif à travers les dispositions issues du droit de l'urbanisme, pris dans son acception large en prenant en compte la jurisprudence administrative, dès lors que ces dispositions sont correctement appliquées dans leur esprit et dans leur lettre.. La FNCCR suggère de renvoyer cette question à une consultation ultérieure après que le sujet aura fait l'objet d'un groupe de travail entre les associations représentatives des AODE, des CCU, le ministère de l'urbanisme et le ministère de l'énergie comme cela avait été organisé lorsqu'il a été procédé à une meilleure articulation ente des règles du Code de l'urbanisme et des dispositions qui figuraient à l'époque au sein de la loi électricité du 10 février 2000.